

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN
LE 30 JUIN 2014

Rapport de gestion

30 juin 2014

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du premier trimestre ayant pris fin le 30 juin 2014. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

BILAN FINANCIER

Voici un résumé des activités financières pour le premier trimestre de 2014-2015 :

Survol

Le 4 avril, 2014, plus de 100 étudiants et invités spéciaux ont assisté à l'ouverture officielle de l'exposition *TechnoZone: Données* au Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC) et ont eu l'occasion de rencontrer les chercheurs qui ont travaillé sur les technologies présentées dans l'exposition. Cette exposition présente les affichages numériques et les technologies interactives développées par le Dr Sheelagh Carpendale de l'Université de Calgary et le Dr Lyn Bartram de l'Université Simon Fraser à Surrey, en Colombie-Britannique. Ces technologies ont pour but d'encourager l'exploration de quelques-unes des façons dont les techniques de visualisation de données contribuent à transformer l'information en connaissance. Ces projets ont été réalisés grâce à l'appui du CRSNG, un organisme fédéral qui encourage l'innovation en finançant la recherche et l'éducation postsecondaire.

Plus d'une centaine d'invités spéciaux et partenaires du musée sont venus célébrer l'ouverture de la nouvelle exposition sur la science des aliments au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC) le 13 mai, 2014. *Conservation des aliments: De la science, on en mange!* examine comment la science permet de retarder la décomposition des aliments, tout en préservant leur salubrité et leur valeur nutritive de la ferme à la fourchette.

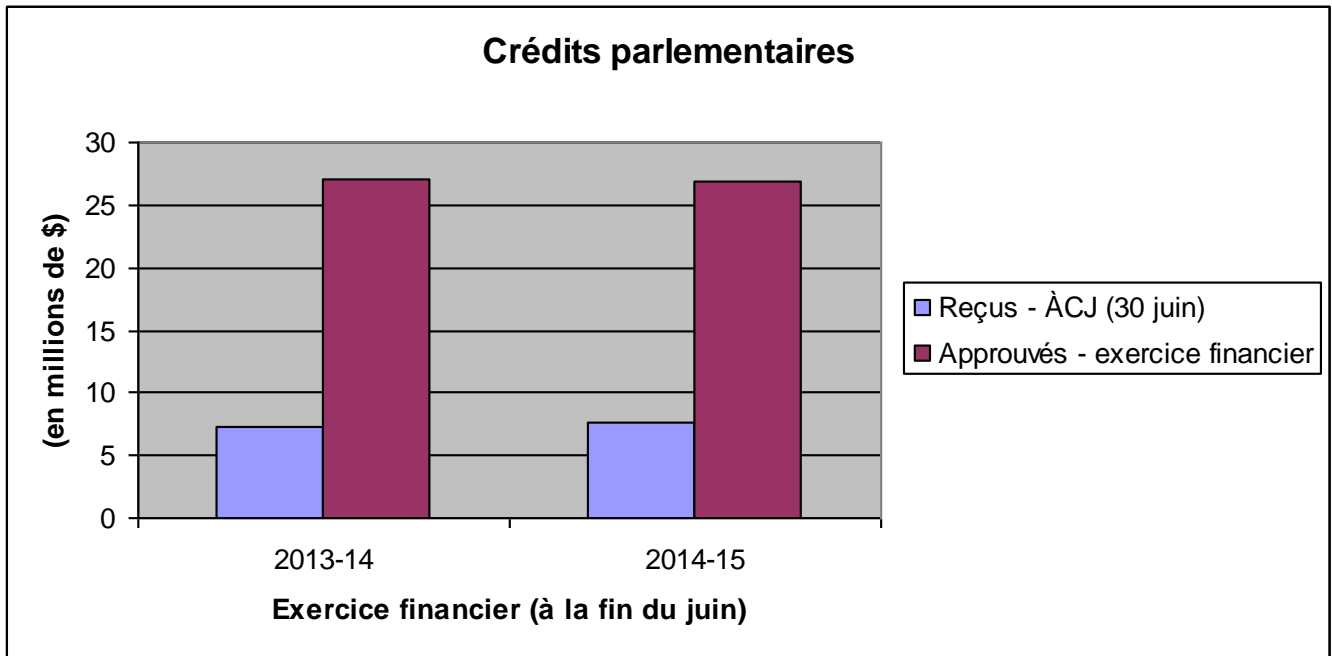
Le 6 juin, 2014, des milliers de visiteurs ont assisté à un hommage émouvant aux héros canadiens du Jour J, 70 ans après que ceux-ci soient débarqués en Normandie au cours de leur mission de libération outre-Atlantique. Des discours du gouverneure générale, Son Excellence David Johnston, du ministre de la Justice, l'honorable Peter MacKay, et les diplomates alliés ont honoré la bravoure de ces hommes qui ont entrepris la poussée finale vers la victoire au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. Le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC) a dévoilé la dernière Hawker Typhoon qui lui a été prêtée par le musée de la RAF, et une douzaine de pilotes qui étaient aux commandes de Typhoons lors du jour J furent honorés de manière spéciale.

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires, d'une somme de 7,6 M\$ pour le premier trimestre de 2014-2015 (7,3 M\$ en 2013-2014), est reporté dans les états de la Société selon la comptabilité d'exercice. Pour l'exercice 2014-2015, le total des crédits approuvés est de 26,9 M\$ (27 M\$ en 2013-2014).

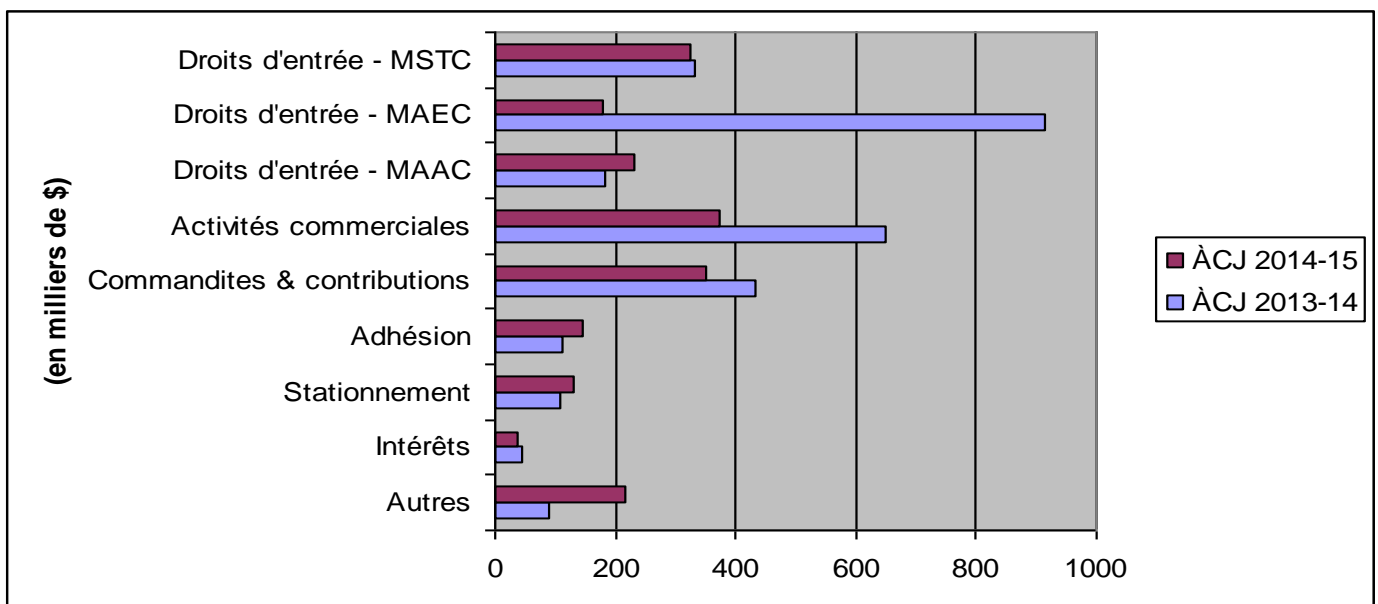
Rapport de gestion

30 juin 2014



Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin de juin 2014, les revenus de la Société ont diminués de 0.9 million de dollars comparativement à la même période l'année dernière. La diminution des revenus peut être largement attribuée à la présentation de l'exposition Star Wars^{MC} Identités entre mai et octobre 2013, qui a fait grimper les recettes tirées des droits d'entrée au MAEC et les ventes en boutique en raison de l'ajout de la boutique de souvenirs de Star Wars^{MC} mitoyenne à cette exposition unique en son genre.



Rapport de gestion

30 juin 2014

Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 9 M\$ au premier trimestre de 2014-2015 (10,8 M\$ en 2013-2014); les ressources humaines totalisant 5 M\$ (5,5 M\$ en 2013-2014) et les coûts liés aux édifices totalisant 3 M\$ (3,1 M\$ en 2013-2014), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

Compte tenu des importants investissements réalisés durant le premier trimestre de 2013-2014 pour l'installation des nouvelles expositions comme Star Wars^{MC} Identités, si l'on compare les trois premiers mois de 2014-2015 aux trois premiers mois de 2013-2014, on constate une diminution considérable des dépenses suivantes : « conception et affichage », « coûts du personnel », « publicité » et « boutiques et commercialisation des produits ».

Dépenses en capital

Au cours du trimestre qui s'est terminé le 30 juin 2014, la Société a investi environ 0,1 M\$ en immobilisations (0,9 M\$ en 2013-2014).

CHANGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT, LE PERSONNEL ET LES PROGRAMMES

Le ministre du Patrimoine canadien et officiel Langues, l'honorable Mme Shelly Glover, a annoncé la nomination d'Alex Benay comme le nouveau président et chef de la direction de la SMSTC. M. Benay assumera le rôle à partir du 2 Juillet 2014, un mandat de 5 ans.

Rapport de gestion

30 juin 2014

ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2013-2014, la Société a fait mention des défis auxquels elle fait face relativement à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin d'ainsi régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé. En particulier, le toit et les unités de CVCA du MSTC sont en besoin urgent de remplacement. La Société investira dans des réparations à la mesure du possible, tout en essayant d'obtenir des fonds nécessaires pour les remplacements.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes «à risque».

La viabilité financière de la Société continue d'être l'une de nos principales préoccupations. Les enjeux relatifs aux coûts des établissements, qui sont en hausse, et l'identification d'une solution permanente pour les frais d'exploitation des installations additionnelles requises pour livrer notre mandat, continuent à ajouter de la pression.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts au cours des trois dernières années, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires ou d'un retour positif sur l'investissement garanti), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Ces mesures ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme.

Étant donné cette situation financière, la création de revenus continue d'être l'un des principaux objectifs de la Société. La Société a également revu les prix d'entrée en avril 2014 et a alloué davantage des ressources aux activités de développement des affaires, telles que les commandites et les adhésions. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine et d'en tirer parti.

États financiers

Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Alex Benay

Président et directeur-général

Fernand Proulx

Le directeur général des opérations

Le 29 août 2014

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 324 \$	12 278 \$
Créances		
Ministères	322	354
Clients	565	594
Stocks	459	661
Frais payés d'avance	195	251
	<u>14 865</u>	<u>14 138</u>
Collection (note 3)	1	1
Immobilisations	63 929	65 881
	<u>78 795 \$</u>	<u>80 020 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	885 \$	799 \$
Salaires à payer et autres	2 800	4 249
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	329	293
Apports reportés et produit reporté	7 472	6 635
	<u>11 486</u>	<u>11 976</u>
Avantages sociaux futurs	236	224
Avance à long terme (note 4)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	49 973	51 820
	<u>66 228</u>	<u>68 553</u>
ACTIF NET		
Non affecté	2 465	1 365
Investissement en immobilisations	10 102	10 102
	<u>12 567</u>	<u>11 467</u>
	<u>78 795 \$</u>	<u>80 020 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2014	T1 2013
PRODUITS		
Exploitation (Tableau 1)	1 607 \$	2 563 \$
Contributions (Tableau 1)	350	257
Intérêts	36	44
Total des produits	1 993 \$	2 864 \$
CHARGES (Tableau 2)		
Préservation du patrimoine	999	1 305
Diffusion des connaissances	3 265	4 438
Services internes	1 797	1 998
Installations	2 971	3 093
Total des charges	9 032	10 834
Déficit avant les crédits parlementaires	(7 039)	(7 970)
Crédits parlementaires (note 5)	7 574	7 316
Bénéfice net (perte nette) de la période	535 \$	(654) \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2014		T1 2013	
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102	\$	10 102	\$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-		-	
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102		10 102	
Bénéfice (déficit) net non affecté au début de la période	1 930		2 019	
Bénéfice (déficit) de la période	535		(654)	
Bénéfice (déficit) non affecté à la fin de la période	2 465		1 365	
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	12 567	\$	11 467	\$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2014	T1 2013
Activités de fonctionnement :		
Encaissements (clients)	2 346 \$	4 352 \$
Crédits parlementaires reçus pour les dépenses d'exploitation	9 472	6 568
Décaissements (fournisseurs)	(4 617)	(4 284)
Décaissements (employés)	(4 467)	(4 749)
Intérêts reçus	22	25
Total net des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>2 756</u>	<u>1 912</u>
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations	(87)	(884)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(87)</u>	<u>(884)</u>
Activités de financement :		
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	87	55
Total net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>87</u>	<u>55</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 756	1 083
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>10 568</u>	<u>11 195</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>13 324 \$</u>	<u>12 278 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1^{er} juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité.

2. Conventions comptables

Les conventions comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés en accordance avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public (Public Sector Accounting Standards, PSAS), applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 du PSAS. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

(b) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés se présentent des crédits non utilisés et des contributions reportées des individus et des entreprises pour une fin déterminée.

(c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités a été reporté au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité à compter du 11 mai 2012 pour tous les employés. Par conséquent, les employés pouvaient choisir d'encaisser immédiatement les prestations acquises sous la forme d'un paiement comptant, continuer d'en différer le paiement jusqu'à la retraite, ou combiner les deux options en fonction des années de service continue au sein de la Société en date du 11 mai 2012. Au 31 mars, les paiements en souffrance ont été reportés et sont recalculés chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans l'état des résultats de façon systématique quand les indemnités de départ sont payées aux employés qui quittent la Société.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société. L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques des employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables sont initialement comptabilisés comme apports reportés sur l'état de la situation financière. Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits à l'état des résultats au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats pendant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les apports en nature sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. L'apport des bénévoles en nombre d'heures par année est important. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 30 juin.

Les gains et les pertes découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les créances, l'avance à long terme et les comptes créditeurs, ainsi que les autres charges à payer sont comptabilisés à leur coût ou à leur coût après amortissement.

(k) Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société détermine la mesure dans laquelle il existe des indications internes qu'un actif pourrait avoir subi une dépréciation (par ex., un actif endommagé ou qui n'est plus utilisé). S'il existe une indication de cet ordre, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société détermine la valeur recouvrable estimative de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif est sa juste valeur moins le coût pour le vendre ou sa valeur d'utilité, soit le montant le plus élevé des deux. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est déprécié et est réduit à sa valeur recouvrable.

(l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

4. Avance à long-terme

De 2007 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2014	2013
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet et le remboursement des fonds reçus pour établir la Fondation n'était pas prévu avant 6 ans suivant la date où la Fondation commence ses opérations. Au 30 juin 2014 un mécanisme de remboursement doit encore être établi. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2014	2013
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 810 \$	6 622 \$
	6 810	6 622
Crédits parlementaires reportés utilisés dans la période pour l'achat d'immobilisations	-	829
Crédits parlementaires reçus au cours de la période pour l'achat d'immobilisations au cours des périodes ultérieures	-	-
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(86)	(884)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	850	749

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

6. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1^{er} avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.

7. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les opérations entre apparentés comprennent également les principaux dirigeants ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société, ce qui incluent l'équipe de direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités et aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et ces transactions sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Également, au cours du premier trimestre, la Société a reçu gratuitement de divers organismes des services de vérification et un soutien de la part d'employés d'autres organismes de l'État. Ces services gratuits ont été comptabilisés comme suit dans l'état des résultats :

ÉTAT DES RÉSULTATS (en milliers de dollars)	2013	2012
REVENUS		
Contributions	92 \$	257 \$
DÉPENSES		
Préservation de la collection	-	-
Diffusion des connaissances	92	215
Services internes	-	42
Total des services reçus gratuitement	92 \$	257 \$

En outre, au cours de l'exercice, la Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du Bureau du vérificateur général du Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada ainsi que les services de vérification ont été fournis gratuitement à la Société et ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société compte tenu de la difficulté à déterminer la juste valeur de cette contribution.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2014

8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 31 mars 2014, une provision de 70 000 \$ a été enregistrée et demeure comptabilisée à la fin de juin 2014 (2013 : aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

9. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 juin

Produits d'exploitations

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1	T1
	2014	2013
Droits d'entrée et programmes		
Sciences et technologie	326 \$	331 \$
Aviation et espace	180	913
Agriculture et alimentation	233	181
Ventes dans les boutiques	244	523
Location des installations et concessions	105	101
Stationnement	132	109
Adhésion	146	111
Activités de la Ferme	105	66
Expériences thématiques	25	28
Divers	111	24
TOTAL	1 607 \$	2 386 \$

Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	2014	2013
Subventions et commandites	258	177
Services fournis	92	257
TOTAL	350 \$	434 \$

TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 juin

(en milliers de dollars)	T1 2014		T1 2013	
Coûts du personnel	5 005	\$	5 527	\$
Amortissement des immobilisations	876		775	
Locations d'immeubles	477		480	
Impôt foncier	436		452	
Frais de gestion immobilière	360		353	
Services professionnels et spéciaux	345		531	
Conception et affichage	266		628	
Services publics	202		263	
Matériaux et fournitures	199		332	
Réparation et entretien des bâtiments	191		244	
Services de protection	171		215	
Boutiques et commercialisation des produits	125		289	
Réparation et entretien du matériel	78		39	
Déplacement	64		55	
Publicité	57		320	
Communications	56		51	
Publications	33		86	
Fournitures et matériel de bureau	28		40	
Location de matériel	23		29	
Divers	21		35	
Fret, messageries et camionnage	11		75	
Acquisition d'objets pour la collection	5		5	
Livres	3		10	
Total des charges	9 032	\$	10 834	\$

